



jean ziegler
sociologie de
la nouvelle
afrique

idées *nrf*

Extrait de la publication

COLLECTION IDÉES

Jean Ziégler

Sociologie
de la nouvelle
Afrique

nrf

Gallimard

Extrait de la publication

***Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.***

© 1964, Éditions Gallimard.

pour M.

PREMIÈRE PARTIE

**La lutte des classes
en Afrique**

I. INTRODUCTION

La « Révolution africaine »¹ a émancipé, durant ces vingt dernières années, près de deux cents millions d'hommes. Entre 1946 et 1963, vingt-huit nouveaux États sont nés. Les deux tiers du continent sont libres de la domination étrangère, et pourtant, à quelques exceptions près, l'instabilité, les complots, la misère plus ou moins voyante, affligent ces sociétés à peine nées. L'État est menacé constamment. Son autorité ne s'étend souvent qu'à une fraction du territoire national. La nation elle-même n'est parfois qu'une fiction juridique et, derrière la façade meurtrie, on découvre une société aux prises avec des contradictions presque insurmontables. Le peuple ne se reconnaît que rarement dans ses gouvernants. La plupart des régimes africains évoluent par une sorte de fatalité vers la tyrannie de clan, dont les étapes successives s'appellent : état d'exception, suppression des libertés fonda-

1. Le terme « Révolution » est pris ici dans son sens strictement hégélien. La Révolution signifie donc essentiellement le passage de la quantité à la qualité; le changement qualificatif est provoqué par l'accumulation de variations quantitatives; il vient un moment où l'accumulation des quantités rend inévitable le changement qualitatif; cf. *Science de la logique*, section II, Chap. II; mais aussi Kojève, *Introduction à la lecture de Hegel*, 1947, éd. Gallimard, p. 177 et ss.

mentales, parti unique, dictature présidentielle et finalement tyrannie d'un homme ou d'un groupe qui lutte pour sa survie politique et physique, contre un peuple de plus en plus mécontent.

La réalité essentielle de ces États semble donc résider dès lors dans les tensions entre un peuple insatisfait et des gouvernants essentiellement conservateurs, soucieux avant tout de préserver leurs privilèges acquis.

Des trente-deux États africains qui ont signé la charte d'Addis-Abéba presque aucun n'échappe à cette condition. Pour le prouver, il suffit de mentionner les crises majeures qui, au cours de l'année 1963, ont secoué les États africains et leur ont coûté des dizaines de milliers de morts ; dans cinq États, elles ont provoqué la chute d'un régime.

Il semble impossible de ne voir dans ces conflits qu'une accumulation accidentelle d'incidents disparates et dépourvus de causes communes.

Selon une affirmation qu'il s'agira de prouver, ces complots, insurrections, coups d'État et assassinats politiques, qui de leur traînée sanglante marquent l'histoire contemporaine de l'Afrique, procèdent d'un phénomène commun : la lutte de classes antagonistes pour le contrôle de l'État et du pouvoir.

C'est ce phénomène que nous nous proposons de cerner, de fixer et, si possible, de comprendre. Son étude fait l'objet de notre livre. Afin d'éviter les hypothèses trop spéculatives, les jugements mal étayés et les preuves trop approximatives, il faut d'emblée limiter le champ de recherche. Nous mènerons une recherche de sociologie politique. Ceci nous conduit à rejeter deux hypothèses qui se présentent le plus spontanément à notre esprit : une compréhension psychologique du phénomène et une explication déterministe.

Quiconque a fréquenté pendant ces dix ou quinze dernières années une université ou une grande école française ou anglaise se souvient, avec émotion souvent, des nuits passées en compagnie de tels ou tels étudiants africains. Nuits passionnantes de discussions, de projets, de violence et de colère qui ont vu s'ébaucher l'Afrique future. Sur les murs d'hôtels parisiens sont apparues des frontières refaites, des sociétés justes et libres, où un peuple heureux vivrait à jamais dans la paix et la prospérité. Certes, la plupart des membres des Fédérations d'Étudiants d'Afrique noire, membres de la C. E. E. A. N., étaient des hommes et des femmes sincères, courageux et prêts aux sacrifices. Beaucoup d'entre eux l'ont prouvé. Pourtant, la réalité post-coloniale a infligé un démenti cruel à la plupart de ces hommes. Beaucoup sont désillusionnés. Un grand nombre d'entre eux sont franchement révoltés. La plupart attribuent l'échec incompréhensible de leur Révolution à une prétendue trahison des chefs. Que souvent l'Afrique actuelle ne corresponde pas aux rêves de ceux qui ont lutté pour sa libération est un fait indiscutable. Mais l'explication que donnent la plupart des révolutionnaires déçus ne suffit pas à expliquer les contradictions internes dont souffrent un grand nombre de sociétés africaines d'aujourd'hui. Il s'agit là d'une réaction spontanée d'hommes déçus plus que d'une analyse raisonnée des causes probables de l'échec. Ainsi la thèse qui attribue à une prétendue « trahison des chefs » les problèmes actuels de l'Afrique ne tient pas compte des éléments objectifs qui conditionnent ces problèmes¹.

1. Pour l'analyse de quelques problèmes fondamentaux que pose l'interdépendance entre la pensée politique et l'action qu'elle engendre, cf. l'intéressante étude de Stelling-Michaud, S., in *Cahiers Pareto*, 1964, n° 1.

L'autre hypothèse qu'il faut rejeter d'emblée est celle qui nous vient de théoriciens, fort influents au demeurant, tels que Scheler, Monnerot et Burnham. Ces auteurs nient la signification politique des différences matérielles qui opposent les hommes. Pour eux l'opposition des classes, la contradiction irréductible entre colonisateur et colonisé, est un faux problème. L'homme est enfermé dans son immanence, sans recours. Si la révolte du colonisé, la protestation du prolétaire, coïncident avec une situation matérielle déterminée, c'est un pur hasard. Monnerot et Burnham ne nient pas que les réactions humaines puissent avoir une finalité, mais cette finalité est toujours d'inspiration égoïste. L'homme est séparé de sa situation, sans prise sur elle. Étant séparé de sa situation matérielle, il l'est en même temps de ses semblables. Il ne sent à leur égard ni affection ni solidarité. Le seul moteur de son action est l'ambition. Elle peut être assouvie ou inassouvie. Si elle est assouvie, nous sommes en présence d'une ambition égoïste d'un type très courant. Si elle est inassouvie, nous avons en face de nous un homme chargé de ressentiments. Le mot cruel de Rathenau résume l'argument : « L'idée de justice repose sur l'envie » ¹.

Cependant, ces philosophes rencontrent une difficulté majeure : raisonnant sur l'homme colonisé, ils sont obligés de justifier l'existence de l'homme colonisateur. Si ce ne sont pas les conditions matérielles qui séparent le colonisé du colonisateur, le maître de l'esclave, qu'est-ce alors ? C'est à ce moment précis que ces auteurs évoquent une représentation mentale quasi mystique du destin de l'homme : selon eux, il

1. Cité chez Simone de Beauvoir, *Privilèges*, Paris, 1955, p. 108.

y a l'élite et il y a la masse. Voulu par Dieu, structure constitutive de toute réalité sociale, la séparation de l'humanité en deux espèces constitue pour eux un fait indiscutable. L'élite comprend tous les êtres doués d'intelligence, de culture, de bien-être, de confort et d'avenir. La masse, elle, désigne le troupeau immense des hommes sans destin, sans avenir et sans dons.

Selon Monnerot, la révolution n'est qu'un mirage¹. En fait, elle n'a pas lieu. Deux cents millions d'Africains se sont libérés de la domination coloniale? C'est vrai, mais rien n'a changé. Les Africains étaient misérables sous la colonisation, ils sont misérables sous l'indépendance. Une révolution n'est jamais plus qu'un trouble passager dans la circulation des élites, et la Révolution africaine ne signifie rien d'autre que la substitution d'une élite blanche par une élite noire ou brune, l'immense masse des Africains restant ce qu'ils étaient depuis toujours : affligés de maladies, exploités, faméliques et sans espoir².

La théorie des élites, si elle garde son importance dans la pensée politique contemporaine, est manifestement contraire aux faits africains ; elle ne résiste guère à l'analyse sociologique³.

1. Monnerot définit la Révolution comme un trouble passager dans la circulation des élites ; cf. *La sociologie du communisme*, Paris, 1949, notamment : « Qu'est-ce qu'une Révolution? », pp. 461-505 ; Scheler exprime plus clairement encore que Monnerot cette conception des causes purement psychologiques de la Révolution : en particulier la contestation du droit de propriété « repose sur l'envie des classes ouvrières à l'égard des classes qui ne tirent pas leur richesse de leur travail propre » ; l'idée révolutionnaire se réduit ainsi au « soulèvement des esclaves animés de ressentiment » (dans *L'Homme du Ressentiment*, Paris, 1958, p. 145). Dans le même sens, cf. Burnham, *Pour la domination mondiale*, Paris, p. 1947, p. 324 et ss.

2. Monnerot, *cit.*

3. Cf. plus loin p. 37 sq.

Il reste néanmoins que la Révolution africaine¹ n'a pas atteint — pour une large part au moins — les objectifs qu'elle s'était fixés. Pourquoi ? C'est ce que nous essayerons d'expliquer. Pour ce faire, nous nous servirons des méthodes de la sociologie politique. La politique est par définition une action menée par certains hommes contre d'autres hommes. Une action menée en commun, fondée sur des divergences ou des convergences d'intérêts. Elle est inspirée et déterminée par les relations de lutte ou de solidarité. Ses objectifs immédiats sont fonction de ces objectifs lointains. Dans cette définition, l'absence de critères moraux peut choquer. Avec Lukacs et Sartre, nous pensons que le divorce entre prédétermination et action est total. Faut-il en conclure qu'aucune appréciation morale ne peut jamais être portée sur l'action politique ? Nous ne le pensons pas, mais la véritable politique contient en elle-même, à l'état implicite, sa propre appréciation. L'action se contrôle par les jugements de valeur qu'elle engendre. Seulement, ces jugements de valeur sont, selon la formule de Sartre, « indiscernables » des jugements de fait. Sartre explique ce point par un exemple saisissant :

Le 10 août 1792, après la victoire de l'insurrection, la foule envahit les Tuileries. Quelques personnes tentent de piller, on les pend. Cette condamnation est un acte politique en ceci qu'elle a d'abord le souci de l'effet que produiraient ces vols sur l'adversaire, et du parti qu'en tirerait sa propagande s'il demeurerait impuni. Mais elle reste inséparable de certaines valeurs populaires : le dégoût du luxe royal et le refus

1. Le terme est toujours pris dans son sens hégélien, cf. note p. 11.

conséquent d'en bénéficier, ainsi qu'une certaine exigence révolutionnaire de pureté¹.

Le meilleur moyen pour juger totalement l'action d'un groupe dirigeant ou d'un groupe de dirigeants est donc de la juger politiquement. Nous essayerons de voir quelle a été, depuis l'indépendance, l'action des tenants de la Révolution africaine. Quels ont été leurs objectifs immédiats et lointains et quelles ont été les conditions de leur lutte. En examinant soigneusement leur action politique — comprise dans le sens du « jugement total » que préconise Sartre — nous devrions trouver quelques-unes au moins des causes qui aujourd'hui déterminent les contradictions sociales en Afrique.

Sur le plan technique, nous procéderons de la manière suivante : une première partie du livre sera consacrée à l'étude théorique de l'aliénation sociale ; l'analyse des contradictions sociales inhérentes aux sociétés africaines ne va pas sans l'élaboration de concepts précis. La seconde partie traitera de trois cas types : la République du Congo (de 1959 à 1962), le Ghana (de 1957 à 1962) et l'Égypte (de 1952 à 1962).

L'Égypte, le Congo et le Ghana offrent trois types d'aliénation sociale originale : les trois pays se réclament de la Révolution africaine ; tous les trois aspirent à la création d'un État unifié, où une société sans classes vivrait sous un régime de démocratie socialiste et égalitaire. Or, les trois pays ont développé une nouvelle classe dirigeante qui, de par son existence même, contredit le but avoué de l'État et suscite, par son action quotidienne, l'aversion et, dans le cas du Congo et du Ghana, l'opposition armée d'une fraction de la population.

1. In « Question de Méthodes », *Temps Modernes*, 1957, n° 140, p. 694 sq.

Au Congo, la nouvelle classe dirigeante est née en l'absence ou — ce qui sera à vérifier — à cause de l'absence d'un mouvement révolutionnaire national. Le Ghana, par contre, dispose du plus ancien et du plus structuré parmi les mouvements nationalistes d'Afrique. Pourtant l'aliénation sociale de la population progresse. La naissance de la nouvelle classe ghanéenne semble avoir pour origine une perversion progressive du mouvement national. Reste l'Égypte. Même divorce apparent entre la masse et les dirigeants comme au Ghana et au Congo. En Égypte, cependant, la nouvelle classe n'est pas née spontanément comme dans les deux autres États. Elle est venue du dehors. Elle fut imposée par la force. Une classe déterminée et d'importance sociale mineure, les « Officiers Libres », a pris possession de l'État et est devenue, par son refus de communication, la nouvelle classe dirigeante toute-puissante et isolée.

« L'Afrique n'est que la face noire de notre commune inquiétude »¹. La formule de Balandier indique l'importance pratique de l'étude des phénomènes politiques africains. L'Afrique nous offre des enseignements précieux. La sociologie politique n'est qu'à ses débuts. Elle bute constamment sur l'énigme du comportement humain. La genèse des classes dirigeantes dans les pays non industrialisés, la perversion secrète de tant de révolutions, l'aliénation sociale extra-prolétarienne constituent pour le chercheur, encore aujourd'hui, des mystères opaques. En conclusion à notre enquête, nous tenterons donc de dégager quelques schémas de recherches qui, peut-être, serviront à l'étude d'autres sociétés en voie de formation.

1. Balandier, G. in *Afrique ambiguë*, Paris, 1957, p. 292.

II. LA NOTION D'ALIÉNATION

Diverses théories de la classes dirigeantes furent formulées pendant ces 150 dernières années. Leurs auteurs sont presque tous — d'une façon ou d'une autre — tributaires de l'œuvre marxienne¹.

Marx fournit le point de départ à notre réflexion sur l'aliénation. Sa théorie de l'aliénation sociale de l'homme dans la société prérévolutionnaire peut être résumée par les propositions suivantes :

L'homme souffre d'un divorce intime, divorce qui oppose à l'intérieur de lui-même l'homme de classe à l'homme de besoin. Cette opposition est propre à chaque homme.

L'influence de Hegel est ici très marquée : Avant d'arriver à sa reconnaissance la conscience de soi est scindée, partagée entre plusieurs protagonistes qui, chacun, ne représentent qu'une partie seulement de la vérité. Le maître qui s'oppose à l'esclave porte en lui-même l'aliénation. « Les deux moments sont essentiels ;

1. P. Hassner en dresse un tableau complet, dans *Le problème de la classe dirigeante...*, Rapport à la Table ronde de l'Association Française de Science Politique, novembre 1963.



volume double

idées

jean ziegler : sociologie de la nouvelle afrique

Les Etats nouvellement constitués du tiers monde sont, presque tous, affectés par une crise latente. Jean Ziegler examine les principales causes de cette impuissance à résoudre certains problèmes économiques et politiques vitaux et analyse la structure et le mode de sélection des classes dirigeantes. Il a choisi trois sociétés types : l'Egypte, le Ghana et la République du Congo-Leopoldville.

Ce livre constitue la première étude sociologique approfondie de la situation politique et économique de l'Afrique nouvelle.